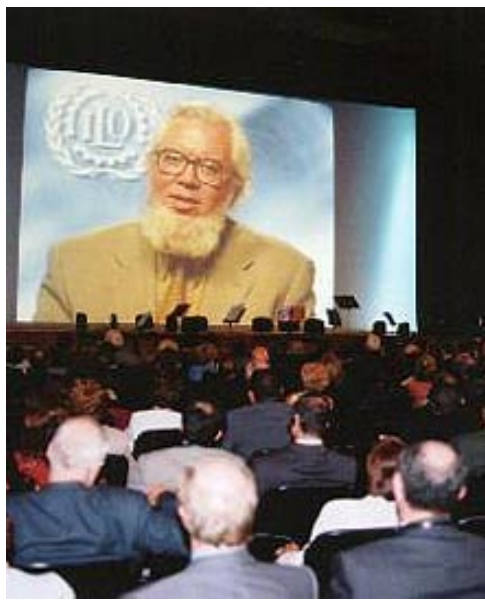


SYNDICALISME CHIC

L'OIT veut canaliser les altermondialistes



Pour l'Organisation Internationale du Travail (OIT), le principal problème de la mondialisation n'est pas d'ordre économique ou social, c'est le terrorisme mondial qui menace les sociétés ouvertes. Dans un nouveau rapport, les experts syndicaux et patronaux élaborent un discours destiné à ordonner celui des altermondialistes. Petit à petit se dessine une récupération du mouvement antiglobalisation dans ce qu'il est convenu d'appeler « le dialogue entre Davos et Porto Alegre ». Déjà l'organisation du Forum social de Barcelone est placée sous contrôle.

page 2

Aristide... en attendant les autres

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

L'écrivain Peter Hallward souligne qu'il fallait renverser Aristide parce qu'il offrait un exemple alternatif à la domination impérialiste. Aussi l'a-t-on couvert de tous les maux. Son point de vue est implicitement confirmé par Franck J. Gaffney Jr. qui se félicite de la chute du président haïtien. Pour lui, le moment est venu de faire le ménage dans l'arrière-cour des États-Unis. D'abord en brisant le Venezuela et Cuba, puis en mettant au pas le Brésil, l'Argentine, l'Équateur et la Bolivie.

page 5

REPÈRE : 3 MARS 1991

Rodney King, icône du racisme et de la brutalité policière

À minuit, à Los Angeles, le petit délinquant noir Rodney King est stoppé par des policiers blancs lors d'un contrôle radar. En état d'ébriété, il ne réagit pas assez rapidement aux ordres des policiers. Commence alors un passage à tabac d'une incroyable violence. Jusqu'ici on est dans le quotidien banal de la brutalité policière de Los Angeles, sauf que dans le cas présent, il y a un témoin : un habitant sur son balcon filme la scène. La séquence de 89 secondes fait le tour des télévisions et enflamme les esprits. Quand un jury blanc acquitte les policiers, le 29 avril 1992, la colère éclate dans la ville, déclenchant la pire émeute raciale du XXe siècle aux États Unis. En trois jours 50 personnes seront tuées, 20.000 blessées et des quartiers entiers brûleront. Le 1er mai, le président Bush père décrète la loi martiale sur Los Angeles et fait intervenir l'armée et des hélicoptères pour écraser la révolte. Les policiers bastonneurs seront rejugés par un tribunal fédéral et condamnés à 30 mois de prison en 1993. ■



LA MORT MÉDIATIQUE D'ARISTIDE

Le président élu de la République d'Haïti, Jean-Bertrand Aristide, actuellement assigné à résidence en République centrafricaine, a pu communiquer pendant la journée d'hier avec l'extérieur. Il a confirmé à ses interlocuteurs qu'il avait été enlevé par les Forces spéciales des États-Unis.

Le ministre des Affaires étrangères de République centrafricaine, Charles Wenezoui, a indiqué à Associated Press qu'il allait prendre les mesures adéquates pour faire cesser les affirmations d'Aristide qui peuvent compromettre les relations diplomatiques entre Bangui et Washington.

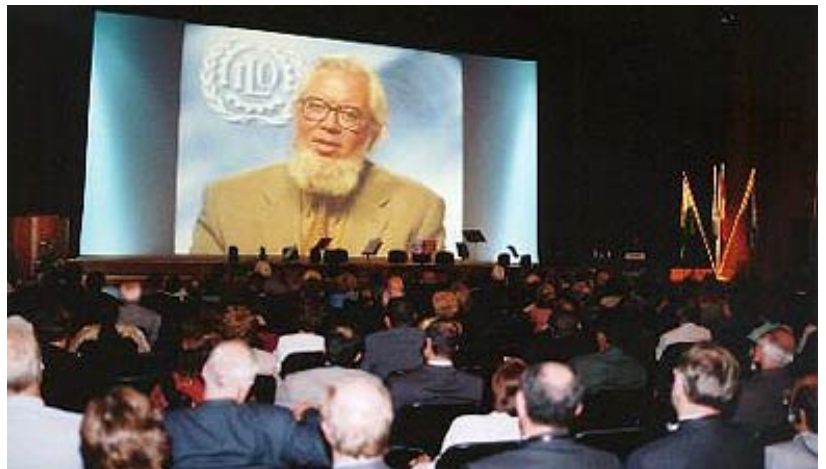
Les communications du président Aristide ont été interrompues, mardi 2 février, vers 11h, heure de Bangui.

L'ordre médiatique états-unien règne : seuls les porte-parole de l'administration Bush peuvent donner leur version des événements. ■

Syndicalisme chic

L'OIT veut canaliser les altermondialistes

Pour l'Organisation Internationale du Travail (OIT), le principal problème de la mondialisation n'est pas d'ordre économique ou social, c'est le terrorisme mondial qui menace les sociétés ouvertes. Dans un nouveau rapport, les experts syndicaux et patronaux élaborent un discours destiné à ordonner celui des altermondialistes. Petit à petit se dessine une récupération du mouvement antiglobalisation dans ce qu'il est convenu d'appeler « le dialogue entre Davos et Porto Alegre ». Déjà l'organisation du Forum social de Barcelone est placée sous contrôle.



Juan Somavia, directeur général de l'OIT

L'Office International du Travail a rendu public, le 24 février 2004, le rapport de sa « *Commission Mondiale sur la Dimension Sociale de la Globalisation* » intitulé *Une mondialisation juste. Créer des opportunités pour tous*.

Cette « *Commission Mondiale* » fut créée à l'initiative du Directeur Général de l'OIT, Juan Somavia, et compte parmi ses membres, outre Somavia -membre de droit-, 25 autres personnes dont la majorité sont fonctionnaires ou ex-fonctionnaires gouvernementaux et internationaux. Il est co-présidé par Tarja Halonen, présidente de la Finlande, et Benjamin William Mkapa, président de la Tanzanie. On trouve à leur côtés des personnalités comme l'ex-président de l'Uruguay, Julio Maria Sanguinetti, et trois représentants du « noyau dur » du

monde de l'entreprise : Taizo Nishimuro, vice-président de la centrale patronale nippone et président de Toshiba, François Périgot, président de l'Organisation Internationale des Employeurs, ex-directeur de Unilever et actuel président du MEDEF International, branche de l'organisation patronale française et Ann McLaughlin Korologos, vice-présidente de la Rand Corporation ainsi que membre des conseils d'administration de Microsoft, Kellogs et d'autres grandes multinationales, mais aussi ex-présidente de l'Institut Aspen. Avec un budget annuel de 160 millions de dollars, la Rand Corporation est le centre privé de recherches en stratégie et organisation militaire le plus important au monde. Il est la voix prestigieuse du lobby militaro-industriel états-unien. Condoleeza Rice et Donald Rumsfeld furent membres de son conseil d'administration avant d'assumer leurs fonctions officielles actuelles. L'Institut Aspen est un « think tank » du néolibéralisme qui fut fondé aux États-Unis en 1950 et qui possède aujourd'hui des filiales dans plusieurs régions du monde.

De même siègent dans cette commission le Prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz, « repenté » du FMI devenu conseiller de George Soros, le président de la centrale syndicale états-unienne AFL-CIO et administrateur de la **Fondation nationale pour la démocratie (NED)**, John J. Sweeney et Aminata Traoré, altermondialiste et co-organisatrice du Forum social africain.

Le résumé publié permet de se faire une idée de l'orientation générale du document complet (qui contient quelques 200 pages). Il débute par l'affirmation selon laquelle « *les bénéfices pouvant être tirés de la globalisation sont immenses* » et qu'elle « *a ouvert la voie à de nombreuses retombées positives. Elle a favorisé les sociétés et économies ouvertes, ainsi qu'une meilleure liberté de circulation des biens, idées et connaissances* ». L'expression « *sociétés et économies ouvertes* » ne parvient pas à occulter la réalité sous-jacente : des nations entières soumises au pillage des sociétés multinationales et du capitalisme financier international.

La phrase que nous avons soulignée est d'une incorrection notoire : le protectionnisme pratiqué par les grandes puissances va toujours croissant, la liberté de pensée est mise au pas sous l'influence des multinationales de la communication et toujours plus soumise au contrôle policier des États, de même les connaissances (technologiques, scientifiques ainsi que le savoir populaire et ancestral) sont monopolisées par les grands consortiums internationaux par le biais du système des brevets ou de la piraterie pure et simple.

Plus loin, le document mentionne quelques désastres humanitaires causés par la globalisation : chômage, travail mal rémunéré, fossé grandissant entre riches et pauvres, crise de la démocratie, etc. ; désastres largement connus en premier lieu par les victimes qui se comptent par centaines de millions, mais aussi par qui s'intéresse un tant soit peu aux questions sociales.

Le document formule quelques vagues propositions visant à améliorer la situation, dont une vraiment surprenante : « *Le système financier international devrait fournir un soutien plus affirmé au développement durable global* », feignant d'ignorer que justement le capitalisme financier international rentier et spéculatif est le principal responsable du désastre social mondial, y compris à

l'encontre du capital productif.

Il est aussi expliqué dans ce document que le « *terrorisme mondial menace les sociétés ouvertes* », mais on ne trouve pas la moindre mention (du moins dans le résumé) de l'ultra-militarisme, des guerres d'agression et des atteintes portées, à l'échelle mondiale, aux droits et libertés sous prétexte de la lutte contre le terrorisme.

On peut constater qu'en somme ce document mentionne les effets pervers les plus visibles de la mondialisation, mais s'abstient soigneusement d'en souligner les causes profondes, de tirer les conclusions et de formuler des propositions conséquentes visant à combattre ses causes.

Sans porter préjudice à une analyse plus approfondie du document complet, on peut arriver à la conclusion que celui-ci reflète les préoccupations des élites dirigeantes mondiales au sujet du mécontentement grandissant des opinions publiques confrontées à une situation toujours plus flagrante. Les classes dominantes se cherchent des formules et voies de contournement qui leur éviteraient d'y laisser des plumes.

Partie intégrante de cette stratégie, la politique de récupération en cours des mouvements « altermondialistes » au travers de ce qu'il convient peu à peu d'appeler « *le dialogue entre Davos et Porto Alegre* ». Quelques grandes ONG ne sont pas étrangères à cette politique.

Le prochain Forum de Barcelone semble se préparer dans ce même esprit de récupération : les documents critiques envers le système sont rejetés et une polémique est née autour de l'aspect économique de celui-ci, notamment au sujet des projets d'urbanisme accompagnant le forum et en particulier au sujet de la participation et / ou du soutien apporté par des entreprises qui présentent des liens importants avec le commerce des armes en Espagne.

Alejandro Teitelbaum

Avocat, diplômé de l'Université de Buenos Aires. Il est aussi diplômé de Relations économiques internationales à Paris et représentant de l'Association américaine des juristes auprès des Nations unies à Genève.

Article original publié par [Red Voltaire](#). Traduit de l'espagnol par Hervé Duval pour le Réseau Voltaire.

Aristide... en attendant les autres

Analyse

Le politologue Dominique Moïsi s'inquiète de la délégitimation d'Israël. Dans *Le Monde*, il estime qu'on n'assiste pas aujourd'hui à une montée de l'antisémitisme en Europe, mais à un désamour d'Israël qui a beaucoup déçu. Et il appelle à sauver l'État juif tant que c'est encore possible en poussant la solution à deux États.

Kenneth L. Cain, s'appuyant sur son expérience onusienne, s'interroge dans le *New York Times* sur les conditions du rétablissement de la démocratie à Haïti. Cela supposerait, écrit-il, un investissement prolongé des États-Unis. Mais il oublie de noter que ce sont les États-Unis et la France qui ont mis fin à la démocratie en organisant un coup d'État contre un président régulièrement élu. De son côté, l'écrivain anticolonialiste Peter Hallward souligne dans le *Guardian* qu'il fallait renverser Aristide non pas parce qu'il représentait une menace stratégique, mais parce qu'il offrait un exemple alternatif à la domination impérialiste. Aussi l'a-t-on couvert de tous les maux alors que rien de ce dont il a été accusé n'est sérieusement documenté.

Son point de vue est implicitement confirmé par Franck J. Gaffney Jr. Le coordinateur des faucons se félicite, dans le *Washington Times*, de la chute du président Aristide. Pour lui, le moment est venu de faire le ménage dans l'arrière-cour des États-Unis. D'abord en brisant le Venezuela de Chavez et le Cuba de Castro, puis en mettant au pas le Brésil de Lula, l'Argentine de Kichner, sans parler de l'Équateur et de la Bolivie.

Robert Kagan note dans le *Washington Post* que le problème international des États-Unis est plus ancien et complexe qu'il n'y paraît. Ce n'est pas tant telle ou telle action qu'on leur reproche, mais le fait qu'ils soient les leaders d'un monde

unipolaire. Cela fait peur et il faut y répondre en propageant l'idée que ce leadership est bon pour l'humanité.

Premier thuriféraire de l'Empire du Bien, Franco Frattini, ministre italien des Affaires étrangères, assure dans l'*International Herald Tribune* que l'OTAN est la panacée à tous les maux de notre époque, dont le terrorisme est le plus dangereux bien sûr. Sous la conduite éclairée de Washington, l'Alliance aurait vocation à servir d'avant-garde de la communauté internationale, ONU comprise.

Enfin, dans *Le Monde*, le Premier ministre portugais, José Manuel Durao Barroso, plaide pour la préservation de la règle d'égalité entre États au sein de l'Union européenne. Ce principe le conduit, par réalisme, à admettre l'idée des groupes pionniers, mais à remettre en cause l'idée des majorités pondérées.

Réseau Voltaire

Dominique Moïsi

Dominique Moïsi est conseiller spécial de l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI) est un membre européen de la Commission Trilatérale.

« L'Europe et la légitimité d'Israël »

Source : Le Monde

Référence : « L'Europe et la légitimité d'Israël », par Dominique Moïsi, *Le Monde*, 2 mars 2004.

Il y a quelques années, j'avais assisté à la conférence annuelle des ambassadeurs qui se penchaient sur la question suivante : à terme était-il préférable pour l'Europe d'intégrer l'État d'Israël, et, pour faire bonne mesure, le futur État palestinien, dans l'Union européenne ou bien de réintégrer les juifs d'Israël en les considérant individuellement comme ce qu'ils étaient dans leur grande majorité, des Européens ? Volontairement provocateur, l'un des participants s'était prononcé catégoriquement pour que l'Europe « retrouve ses juifs ».

Aujourd'hui, la boutade d'hier prend un autre sens et on assiste de plus en plus à une insidieuse délégitimation de l'État d'Israël qui n'émane plus que du monde arabo-musulman. C'est comme si on considérait de plus en plus que la création d'un État juif avait été une « fausse bonne idée » et qu'on pourrait repartir de zéro en reprenant les juifs en Europe. Ce à quoi on est en train d'assister en Europe n'est pas une montée de l'antisémitisme comparable à celle des années 30, mais un désamour croissant à l'égard d'un État qui a beaucoup déçu.

Toutefois, on ne répare pas une injustice par une autre. Cet État existe et seule une faible part des Israéliens se sent européenne. Depuis la fin de la Guerre froide, on a assisté à la naissance de nombreux États, pourquoi remettre l'existence du seul Israël en cause ? Certes son attitude est critiquable, mais c'est le cas d'autres pays. Au lieu de se résigner à la disparition d'Israël, l'Union européenne doit pousser Israël à accepter la solution des deux États.

Kenneth L. Cain

Kenneth L. Cain, qui a été un responsable de la défense des Droits de l'homme à l'ONU en Somalie, au Rwanda, à Haïti et au Libéria dans les années 90, est coauteur d'un livre à paraître sur les missions de maintien de la paix.

« A Haïti, les foules sont la partie facile »

Source : New York Times

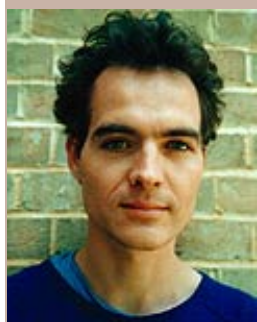
Référence : « In Haiti, Mobs Are the Easy Part », par Kenneth L. Cain, *New York Times*, 2 mars 2004.

Quand j'étais en Haïti en 1995 en tant qu'observateur des élections parlementaires haïtiennes, j'avais pu constater combien il était facile à un petit nombre de soldats bien équipés et entraînés de faire fuir les milices s'opposant à **Jean-Bertrand Aristide**. Il s'agit de groupes capables de terroriser un village ou un bureau de vote, mais incapables d'agir contre des soldats de métier.

En 1995, seul avec un policier jordanien pour protéger un bureau de vote, je n'avais par contre rien pu faire pour empêcher sa destruction et l'incendie de l'urne. Dix ans plus tard, ce sont les mêmes gangs qui ont plongé le pays dans l'anarchie et l'une des leçons de 1995 est qu'une force américaine limitée, mais puissante peut-être remarquablement efficace. Il ne faut donc pas qu'elle limite son action à Port-au-Prince. Il est possible de stabiliser Haïti rapidement et facilement en suivant les méthodes employées par les Britanniques en Sierra Leone.

En revanche, pour démocratiser le pays, il faudra être réaliste et ne pas s'attendre à ce que l'affrontement politique entre les populistes pro-Aristide et les gangs au service de la bourgeoisie haïtienne s'arrêtent vite. Il faudra plus que des élections pour démocratiser le pays. Ce sera un processus long qui va demander un engagement de la communauté internationale pour développer des institutions stables. Malheureusement, les États-Unis manquent de patience dans ce domaine et ils ne doivent pas répéter les mêmes erreurs que celles commises à l'encontre d'Aristide en supprimant les aides économiques au premier problème.

Peter Hallward



Peter Hallward est professeur de français au King's College de Londres.

« Pourquoi ils ont dû écraser Aristide »

Source : The Guardian

Référence : « Why they had to crush Aristide », par Peter Hallward, *The Guardian*, 2 mars 2004.

En novembre 2000, **Jean-Bertrand Aristide** a été élu avec plus de 90 % des voix. Ses électeurs étaient ceux qui approuvaient sa courageuse décision de dissoudre l'armée en 1995, ceux qui soutenaient sa tentative d'investir dans la santé et

Il est l'auteur de *Absolutely Postcolonial*.

l'éducation, même sans grands moyens, et ceux qui soutenaient sa détermination à aider les travailleurs pauvres de l'hémisphère occidental. Avec le soutien de l'ancienne puissance coloniale, il a été chassé par une coalition regroupant des violeurs des Droits de l'homme, d'anciens officiers de la junte et des dirigeants économiques pro-états-uniens.

L'expulsion d'Aristide offre à **Jacques Chirac** une chance de restaurer les relations avec l'administration Bush et la caractérisation d'Aristide comme un nouvel idéaliste corrompu par le pouvoir entre parfaitement dans la vision politique défendue par **George W. Bush**. L'éviction d'Aristide a été longuement préparée dans la presse par une succession d'articles concernant le trucage des élections de 2000. Or, les observateurs indépendants n'ont rien remarqué de tel et l'Organisation des États américains n'a dénoncé le mode de calcul des pourcentages de voix qu'après les résultats connus alors que ce mode de calcul était connu avant. C'est cependant sur ce dernier jugement que **Bill Clinton** s'est appuyé pour supprimer les aides à Haïti.

Certes, Aristide a sa responsabilité dans la mort de personnes à Port-au-Prince, mais ses groupes de partisans n'avaient pas d'armée pour les défendre. Si Aristide est présenté si négativement, c'est parce qu'il avait refusé d'abandonner ses principes, que la presse haïtienne appartenait à ses opposants et surtout parce qu'il pouvait lancer un mouvement populaire. Il devait donc être chassé, mais également diabolisé car il représente ce que **Noam Chomsky** appelle « la menace du bon exemple ».

Frank J. Gaffney Jr.



Frank J. Gaffney Jr. (Le 7 de cœur du régime Bush) est président du Center for Security Policy, le think tank qui rassemble les principaux « faucons » états-uniens. Le Réseau Voltaire lui a consacré une enquête : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

« Insécurité hémisphérique »

Source : Washington Times

Référence : « Hemispheric insecurity », par Frank J. Gaffney Jr., *Washington Times*, 2 mars 2004.

Le représentant démocrate de New York **Charles Rangel** était absolument furieux que l'administration Bush refuse d'intervenir en Haïti tant que son dirigeant corrompu et despotique, **Jean-Bertrand Aristide**, n'avait pas quitté le pouvoir. M. Rangel et ses collègues congressistes noirs ont été parmi les plus fervents soutiens d'Aristide et ce sont eux qui sont responsables de son retour au pouvoir en 1994.

La colère de Rangel et compagnie paraît déplacée car Aristide s'est montré irrémédiablement corrompu et mentalement erratique. C'est sa conduite, bien plus que l'absence de soutien états-unien, qui a conduit son pays à l'anarchie et au désespoir et c'est ce qui a mis fin au soutien dont il bénéficiait dans l'opinion publique haïtienne. En refusant de le soutenir pendant la crise, **George W. Bush** a posé les bases d'une reconstruction haïtienne réellement démocratique. Contrairement à la politique de **Bill Clinton**, il faudra désormais investir dans un système d'équilibre des pouvoirs plutôt que dans un homme.

La colère de M. Rangel est également provoquée par le retour des intérêts nationaux dans une campagne électorale que le Parti démocrate a centré sur l'économie. L'affaire haïtienne remet en lumière les problèmes de sécurité dans

notre arrière-cour :

► Au Venezuela, **Hugo Chavez** transforme son pays, riche en pétrole, en moteur de l'instabilité régionale. Admirateur de Fidel Castro, il a brisé toutes les tentatives légales pour lui faire abandonner le pouvoir et ouvre ainsi la voie à un bain de sang.

► Le Brésil de Lula fait la cour aux groupes terroristes, comme les FARC et le Sentier lumineux, et aux régimes qui soutiennent le terrorisme. Aujourd'hui la zone frontalière de l'Argentine, du Brésil et du Paraguay est devenue le refuge des terroristes islamistes.

► Avec le soutien de ces deux pays, Castro a pu reprendre sa répression et sa politique de subversion dans la région.

► Cet axe anti-américain mène des campagnes de déstabilisation en Colombie et au Pérou et s'appuie sur des régimes favorables déjà installés en Argentine, en Équateur et en Bolivie.

Ce qui est sûr, c'est que le prochain président états-unien sera confronté à des troubles à nos frontières Sud et il faut donc se souvenir que **John Kerry** s'est toujours opposé aux efforts pour contrer les gauchistes latino-américains.

Robert Kagan



Robert Kagan (Le 5 de cœur du régime Bush) est membre de la Carnegie Endowment for International Peace et directeur du Project for a New American Century, le think-tank électoral de George W. Bush. Il est analyste sur les questions de stratégie militaire pour le *Weekly Standard* et écrit une tribune mensuelle dans le *Washington Post*. Il est l'auteur de *Of Paradise and Power : America and Europe in the New World Order*.

Robert Kagan est le fils de Donald Kagan (professeur d'histoire à l'université de Yale), le neveu de Frederik W. Kagan (professeur d'histoire à l'Académie militaire de

« Un respect juste »

Source : Washington Post

Référence : « A Decent Regard », par Robert Kagan, *Washington Post*, 2 mars 2004.

La principale critique contre l'administration Bush dans la campagne électorale ne portera pas sur son invasion de l'Irak puisque **Howard Dean** a échoué et que l'incapacité des États-Unis à trouver des armes de destruction massive en Irak ne vient pas éroder le soutien populaire pour la guerre. La vraie critique substantielle devrait porter sur l'incapacité de l'administration Bush à obtenir un soutien international à sa politique étrangère.

Le problème n'est pas de ne pas être parvenu à obtenir le soutien du Conseil de sécurité, de la Russie, de la France ou de l'Allemagne et les démocrates sérieux ne renonceront pas au droit d'agir seuls si besoin est. Le problème est celui de la légitimité qui n'a pas commencé avec l'actuelle administration et ne se terminera pas avec elle. Cette question est née de la fin de la Guerre froide.

Pour tout esprit démocratique et libéral, le monde unipolaire, quel que soit le dirigeant à la tête de la superpuissance, est un modèle illégitime. C'est pourquoi, même les amis des États-Unis craignent qu'ils utilisent leur puissance pour leur seul intérêt étroit et ce au dépend des autres. C'est pour cela que les États-Unis avaient besoin de **Tony Blair** lors de l'attaque de l'Irak. Washington avait besoin de disposer d'un allié européen car l'Europe et l'Amérique sont le cœur du monde libéral et que les États-Unis se sont toujours souciés de ce que les autres pays libéraux pensaient d'eux. L'absence de soutien des autres démocraties pourrait éroder le soutien domestique pour les actions de politique étrangère que notre dangereuse époque exige.

Or, les discours de l'administration Bush laissent penser que Washington n'a qu'une vision étroite de l'intérêt national états-unien. Il faut expliquer que

West Point), et l'époux de Victoria Nuland (représentant adjoint des États-Unis à l'OTAN).

l'intérêt national des États-Unis passe par l'intérêt de l'humanité et par la promotion de la liberté dans le monde.

Franco Frattini



Franco Frattini est ministre italien des Affaires étrangères.

« L'OTAN a besoin d'une stratégie politique à long terme »

Source : International Herald Tribune

Référence : « NATO needs a long-term political strategy », par Franco Frattini, *International Herald Tribune*, 1er mars 2004.

Au sommet d'Istanbul de juin, l'OTAN entamera sa nouvelle phase de transformation majeure afin de faire face aux défis actuels en matière de sécurité. En tant que forum permanent de consultation entre les alliés, l'Alliance atlantique devra définir une stratégie commune à long terme pour développer ses capacités militaires et l'Italie a une vision de ce qui devrait advenir.

En 2002, au sommet de Prague, l'Alliance a admis sept nouveaux membres et a constitué une force de réaction rapide. L'OTAN doit continuer dans ce sens et opérer une transformation draconienne pour s'attaquer au terrorisme, aux États voyous, à la prolifération des armes de destruction massive et aux crises humanitaires. L'Italie estime que la prochaine transformation à accomplir pour parvenir à ces objectifs est une transformation politique.

L'OTAN doit en effet se munir d'outils politiques et diplomatiques car la confrontation aux nouvelles menaces ne peut pas se faire que par des moyens militaires. Je suis convaincu que nous pouvons transformer l'Alliance afin de permettre le développement de la démocratie, de la stabilité et de la prospérité dans le monde. Ces objectifs passent par un dialogue avec les autres instances internationales comme l'Union européenne, l'ONU, l'OSCE et le G8 qui concentreront leurs efforts derrière l'Alliance atlantique.

José Manuel Durao Barroso



José Manuel Durao Barroso est Premier ministre du Portugal.

« Approfondissons l'Union européenne bien sûr, mais comment ? »

Source : Le Monde

Référence : « Approfondissons l'Union européenne bien sûr, mais comment ? », par José Manuel Durao Barroso, *Le Monde*, 2 mars 2004.

La réforme en cours de l'Union européenne et le début des négociations sur le

prochain paquet financier sont les faces visibles du débat plus vaste et complexe sur l'Europe que nous voulons construire. Le Portugal, qui a une opinion publique très pro-européenne, a choisi son chemin et nous voulons que cette réforme des traités serve surtout le projet d'une Europe plus intégrée, respectueuse de ses principes fondateurs et notamment de l'égalité entre les États.

À 25, l'Union européenne a besoin de nouvelles institutions pour ne pas sombrer dans l'impuissance. La **Convention européenne** a proposé un traité qui est une bonne base de travail mais qui mérité quelques ajustements pour obtenir l'accord de tous. Le Portugal souhaite notamment inscrire une référence explicite au principe d'égalité entre États membres, une déclaration qui servira de point d'équilibre à la mention d'égalité entre les citoyens. Le Portugal souhaite, comme la France, une conclusion rapide de la Conférence intergouvernementale.

Avec 25 membres, on ne pourra plus conditionner l'approfondissement du projet européen au plus petit dénominateur commun, il faut permettre à ceux qui veulent aller de l'avant de pouvoir avancer plus vite, mais les groupes qui seront formés ne doivent pas fermer leur porte aux autres États qui voudraient les rejoindre plus tard. Nous voulons également une **Commission européenne** plus forte, mais qui restera collégiale et qui pourrait s'appuyer sur un budget plus important.

Quoi qu'il en soit, il est surtout essentiel que l'Union européenne conserve sa logique de compromis.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .